VVV.

- 9 IX 1955

L.4808/2.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 juin 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de recrutement et d'avancement de grade du personnel du Comité supérieur de contrôle", a donné le 13 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e Juni 1955 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de wervings- en bevorderingsmodaliteiten voor het personeel van het Hoog Comité van toezicht", heeft de 13e Juli 1955 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 21 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, en cas de transfert, soit des services extérieurs à l'administration centrale ou inversement, soit d'un service de l'administration centrale dans un autre, les intéressés peuvent être soumis dans leurs nouvelles fonctions à un stage de six mois, à l'expiration duquel ils sont, soit confirmés dans ces fonctions avec rétroactivité de même durée, soit réintégrés dans leur service précédent, à moins qu'ils ne doivent être désignés pour des fonctions mieux en rapport avec leurs aptitudes.

Aux termes de l'article 5 du projet, les agents ayant satisfait à l'un des examens visés à l'article 4 sont soumis dans les fonctions de sous-commissaire ou de vérificateur de travaux à une période d'essai d'une durée d'un an.

Comme cette dernière disposition au moins constitue une dérogation certaine au statut des agents de l'Etat (article 21 de l'arrêté royal du 7 août 1939), il ne suffit pas que le projet soit délibéré en conseil des ministres, à titre de règlement organique (article 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937), mais il doit encore être motivé par application de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Le Conseil propose, à cet égard, d'introduire dans le préambule la motivation ci-après :

"Considérant qu'il importe d'adapter certaines dispositions du statut des agents de l'Etat aux exigences spéciales des missions dévolues aux agents du Comité supérieur de contrôle",

...

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, c'est depuis deux ans au moins qu'il faut être revêtu du grade de rédacteur ou d'un grade assimilé pour pouvoir être promu sous-commissaire ou vérificateur de travaux.

Si cette exigence d'ancienneté avait été ignorée du Comité du consultation syndicale, le projet devrait lui être soumis à nouveau sur ce point.(cfr. arrêts du Conseil d'Etat nos 3027 du 4 janvier 1954 et n° 3232 du 18 mars 1954).

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet dans les termes ci-après, conformes aux intentions du Gouvernement.

ARRETE ROYAL RELATIF AU RECRUTEMENT ET A L'AVANCEMENT DU PERSONNEL ATTACHE AU COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment les articles 4 et 74;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, notamment l'article 33;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, notamment les articles 21 et 22;

...

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 1932 qui porte réorganisation du Comité supérieur de contrôle, notamment les articles 42 et 43, modifiés par les arrêtés du Régent des 26 juin 1947 et 13 décembre 1949;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1953 portant fixation du cadre organique du personnel des Services du Premier Ministre;

Considérant qu'il importe d'adapter certaines dispositions du statut des agents de l'Etat aux exigences spéciales des missions dévolues aux agents du Comité supérieur de contrôle;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des Services du Premier Ministre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.

L'administration attachée au Comité supérieur de contrôle est placée sous l'autorité d'un directeur et divisée en trois services.

Le service administratif comprend, dans l'ordre hiérarchique :

...

1° un chef de division,
2° un inspecteur comptable,
3° des sous-chefs de bureau,
4° des rédacteurs,
5° des sténo-dactylographes,
6° des commis,
7° des dactylographes,
8° un chef-huissier,
9° des huissiers-messagers.

Le service d'enquêtes comprend, dans l'ordre hiérarchique :

1° un commissaire en chef,
2° des commissaires principaux,
3° des commissaires,
4° des sous-commissaires.

Le services de contrôle de travaux et de fournitures comprend, dans l'ordre hiérarchique :

1° un inspecteur de travaux,
2° des sous-inspecteurs de travaux,
3° des vérificateurs de travaux.

Article 2.

Sous réserve des dispositions suivantes, le recrutement et l'avancement du personnel attaché au Comité supérieur de contrôle sont régis par les règles du statut des agents de l'Etat.

Article 3.

L'emploi de directeur est réservé à un fonctionnaire du Comité supérieur de contrôle. A défaut de candidat apte à exercer cette fonction, parmi le personnel du Comité, l'emploi peut être conféré à tout fonctionnaire des autres services du Premier Ministre.

...

Article 4.

Dans chacun des services du Comité, l'avancement de grade et l'accession à une catégorie supérieure sont réservés au personnel du service.

Article 5.

Dans le service administratif, l'emploi d'inspecteur comptable est attribué exclusivement par voie de concours d'accession à la catégorie supérieure.

Article 6.

§ 1er - Les emplois de sous-commissaire au service d'enquêtes, et de vérificateur de travaux au service de contrôle, sont attribués par avancement de grade aux agents définitifs du Comité supérieur de contrôle ou, à défaut, des autres services du Premier Ministre, qui satisfont aux conditions suivantes :

1° être revêtu, depuis deux ans au moins, du grade de rédacteur ou d'un grade assimilé;

2° être signalé par la mention "bon" au moins;

3° avoir les aptitudes physiques spéciales requises pour le service d'enquêtes ou pour le service de contrôle, selon le cas;

4° atteindre l'âge de 21 ans au plus tard au cours du mois dans lequel est organisé l'examen visé ci-après;

5° réussir un examen d'avancement de grade portant sur les matières énumérées à l'annexe du présent arrêté.

Les agents sont promus à l'essai pour une période d'un an. A l'expiration de celle-ci, sur rapport du directeur du Comité, ils sont confirmés dans leur nouvelle fonction avec

...

prise de rang à la date de la promotion à l'essai; ou bien ils sont remis, avec leur grade antérieur, à la disposition de leur service d'origine, à moins qu'ils ne trouvent place, s'ils le désirent, dans le cadre du service administratif du Comité.

§ 2 - Lorsque des emplois n'auront pu être attribués de la manière prévue au § ler, ils seront conférés à la suite d'un concours d'admission au stage.

Article 7.

A l'article ler, A, de l'arrêté royal du 28 décembre 1953, le tableau b du cadre du Comité supérieur de contrôle est remplacé par les tableaux suivants :

"b) Service d'enquêtes.

Commissaire en chef	1
1ère section	
Commissaire principal	2
Commissaire	10
Sous-commissaire	17
2e section	
Commissaire principal	1
Commissaire	4
Sous-commissaire	6

c) Service de contrôle de travaux et de fournitures.

Inspecteur de travaux	1
Sous-inspecteur de travaux	2
Vérificateur de travaux	6".

Article 8.

Est abrogé, l'arrêté du Régent du 26 août 1947 réglant les modalités de certaines mutations d'agents du service administratif et du service des enquêtes, surveillance et contrôle du Comité supérieur de contrôle, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 1951.

Article 9.

Le présent arrêté entre en vigueur le .....

Article 10.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI,

Le Premier Ministre,

...

ANNEXE.

Programme des examens d'avancement.

I- Au grade de sous-commissaire :

1° Constitution belge (la suite comme à l'article 4, § ler, du projet du Gouvernement).

II- Au grade de vérificateur de travaux :

A. Matière obligatoire :

(voir article 4, § 2, du projet du Gouvernement).

B. Matière à option :

(voir article 4, § 2, du projet du Gouvernement).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du .....

(signature et contreseing comme à la fin de l'arrêté).

Luidens artikel 21 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel "kunnen in geval van overplaatsing, hetzij uit buitendiensten naar het hoofdbestuur of omgekeerd, hetzij uit een dienst van het hoofdbestuur naar een andere dienst, belanghebbenden in hun nieuwe functies onderworpen worden aan een stage van zes maand en na verloop van die termijn met terugwerkende kracht van gelijke duur, hetzij in die functies bevestigd worden, hetzij in hun vroegere dienst terug ingelijfd, tenware zij zouden dienen aangeduid voor diensten welke meer aan hun geschiktheid beantwoorden".

Luidens artikel 5 van het ontwerp worden "de personeelsleden, die voldaan hebben voor één der in artikel 4 bedoelde examens in de functiën van ondercommissaris of van verificateur van werken onderworpen aan een proeftijd van één jaar".

Aangezien althans deze laatste bepaling stellig afwijkt van het statuut van het Rijkspersoneel (artikel 21 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939) is het niet voldoende, dat de Ministerraad over het ontwerp als over een organiek reglement heeft beraadslaagd (artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 October 1937); het moet ook bij toepassing van artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 October 1937 gemotiveerd zijn.

Daarom beveelt de Raad van State aan, in de aanhef de volgende motivering in te voegen :

"Overwegende dat sommige voorschriften in het statuut van het Rijkspersoneel dienen te worden aangepast aan de bijzondere eisen verbonden aan de taak van het personeel van het Hoog Comité van Toezicht";

.../...

Volgens hetgeen aan de Raad van State is verklaard, moet in de opvatting van de Regering een candidaat sedert ten minste twee jaar de graad van opsteller of een daarmede gelijkgestelde graad hebben bekleed om tot ondercommissaris of verificateur van werken benoemd te kunnen worden.

Mocht de syndicale raad van advies geen kennis hebben gehad van deze eis inzake anciënniteit, dan dient het ontwerp andermaal wat dit punt betreft aan de raad te worden voorgelegd (•fr. arresten van de Raad van State, nr 3027 van 4 Januari 1954 en nr 3232 van 18 Maart 1954).

Voorts stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te redigeren met inachtneming van de bedoelingen van de Regering :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE WERVING EN DE BEVORDERING VAN HET AAN HET HOOG COMITE VAN TOEZICHT VERBONDEN PERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 4 en 74;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 20 Januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, inzonderheid op de artikelen 21 en 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 November 1932 houdende reorganisatie van het Hoog Comité van toezicht, inzonderheid op de artikelen 42 en 43, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 26 Juni 1947 en 13 December 1949;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 December 1953 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van de diensten van de Eerste-Minister;

Overwegende dat sommige voorschriften in het statuut van het Rijkspersoneel dienen te worden aangepast aan de bijzondere eisen verbonden aan de taak van het personeel van het Hoog Comité van toezicht;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de diensten van de Eerste-Minister;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het in Raad overlegd advies van Onze Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

De aan het Hoog Comité van toezicht verbonden administratie staat onder het gezag van een directeur en is in drie diensten gesplitst.

De administratieve dienst omvat in de hiërarchische volgorde :

1° een afdelingschef,
2° een inspecteur boekhouding,
3° onderbureauchefs,
4° opstellers,
5° steno-typisten,
6° klerken,
7° typisten,
8° een hoofdkamerbewaarder,
9° boden-kamerbewaarders.

De dienst enquêtes omvat in de hiërarchische volgorde :

1° een hoofdcommissaris,
2° e.a. commissarissen,
3° commissarissen,
4° ondercommissarissen.

De dienst contrôle op werken en leveringen omvat in de hiërarchische volgorde :

1° een inspecteur van werken,
2° onderinspecteurs van werken,
3° verificateurs van werken.

.../...

Artikel 2.-

Onder voorbehoud van de hiernavolgende bepalingen, gelden ten aanzien van de werving en de bevordering van het aan het Hoog Comité van toezicht verbonden personeel de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel.

Artikel 3.-

Het ambt van directeur is voorbehouden voor een ambtenaar van het Hoog Comité van toezicht. Indien zich onder het personeel van het Comité geen candidaat bevindt die geschikt is om deze betrekking uit te oefenen, kan het ambt worden opgedragen aan elke andere ambtenaar van de diensten van de Eerste-Minister.

Artikel 4.-

In elke dienst van het Hoog Comité worden de bevordering tot een hogere graad en de overgang naar de hogere categorie voorbehouden voor het personeel van de dienst.

Artikel 5.-

In de administratieve dienst wordt het ambt van inspecteur-boekhouding uitsluitend bij een vergelijkend examen voor overgang naar de hogere categorie begeven.

Artikel 6.-

§ 1. De betrekkingen van ondercommissaris bij de dienst enquêtes en van verificateur van werken bij de dienst contrôle worden bij wijze van bevordering tot een hogere graad begeven aan de vaste personeelsleden van het Hoog Comité van toezicht of, zo nodig, van de andere diensten van de Eerste-Minister, die aan de volgende eisen voldoen :

/

1° sedert ten minste twee jaar de graad van opsteller of een daarmede gelijkgestelde graad bekleden;

2° ten minste de vermelding "goed" als signalement hebben bekomen;

3° de bijzondere lichamelijke geschiktheid bezitten zoals die naar gelang van het geval, voor de dienst enquêtes en voor de dienst contrôle is vereist;

4° 21 jaar oud zijn, uiterlijk de maand waarin het hierna bepaalde examen wordt ingericht;

5° slagen voor examen voor bevordering tot een hogere graad, met als stof de in de bijlage bij dit besluit opgesomde vakken.

De personeelsleden worden voor een periode van één jaar op proef bevorderd. Na verloop daarvan worden zij op rapport van de directeur van het Hoog Comité voorgoed in hun nieuwe betrekking aangesteld met ranginneming op de datum van hun bevordering op proef; ofwel worden zij met hun vroegere graad opnieuw ter beschikking van hun oorspronkelijke dienst gesteld, ten ware zij op hun verzoek een plaats vinden in het kader van de administratieve dienst van het Hoog Comité.

§ 2. Wanneer betrekkingen volgens de in § 1 bepaalde wijze niet zijn kunnen toegekend worden, worden zij ingevolge een vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd begeven.

Artikel 7.-

In artikel 1, a, van het koninklijk besluit van 28 December 1953 wordt de tabel b van het kader van het Hoog Comité van toezicht door de volgende tabellen vervangen :

.../...

"b) Dienst enquêtes.

Hoofdcommissaris	1
Eerste afdeling	
E.a. commissaris	2
Commissaris	10
Ondercommissaris	17
Tweede afdeling	
E.a. commissaris	1
Commissaris	4
Ondercommissaris	6

c) Dienst contrôle op werken en leveringen.

Inspecteur van werken	1
Onderinspecteur van werken	2
Verificateur van werken	6".

Artikel 8.-

Opgeheven wordt het besluit van de Regent van 26 Augustus 1947, tot regeling van de modaliteiten van sommige mutaties van het personeel van de bestuursdienst en van de dienst voor onderzoek, toezicht en contrôle van het Hoog Comité van toezicht gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 Januari 1951.

Artikel 9.-

Dit besluit treedt ... in werking.

Artikel 10.-

Onze Eerste-Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

BIJLAGE.

Programma van de bevorderingsexamens.

I. Tot de graad van ondercommissaris :

1° Belgische Grondwet ... (voorts zoals in artikel 4, § 1, van het ontwerp der Regering) ...

II. Tot de graad van verificateur van werken :

A. Verplicht vak :
... (zie artikel 4, § 2, van het ontwerp der Regering) ...

B. Keuzevak :
... (zie artikel 4, § 2, van het ontwerp der Regering) ...

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

(handtekening en medeondertekening zoals aan het slot van het besluit).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs: F. LEPAGE,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	A. BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	P. ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.